

## **CONFÉRENCE MAGISTRALE À L'UNIVERSITÉ DE *LA SORBONNE***

**La crise européenne et l'Empire du Capital:  
leçons à partir de l'expérience latino-  
américaine**

**Paris, le 6 novembre 2013**



Je vous transmets le bonjour très affectueux de plus de 15 millions d'Équatoriennes et d'Équatoriens et une accolade aussi chaleureuse que la lumière du

soleil équinoxial dont les rayons nous inondent là où nous vivons, à la Moitié du monde.

Nos liens avec la France sont historiques et étroits: depuis les grandes idées libertaires qui se sont propagées à travers le monde portant en elles des fruits décisifs, jusqu'aux accords signés aujourd'hui par le Gouvernement de la Révolution Citoyenne d'Équateur avec de grandes universités françaises, pour atteindre l'excellence indispensable à nos jeunes et à nos professionnels.

Le précurseur Francisco de Miranda, le Libérateur Simon Bolivar, eux aussi ont vécu en France, et pratiquement tous les héros de notre indépendance se sont inspirés des idées françaises du Siècle des Lumières.

Dans ce cher pays un grand nombre d'intellectuels et d'hommes et de femmes politiques qui, dans les années 70 et 80 du siècle passé, ont dû fuir le joug dictatorial qui écrasait l'Amérique latine, ont reçu également un accueil franc et solidaire.

J'ai consacré une grande partie de ma vie au monde universitaire, c'est pour cela que je suis très ému, je sens mon âme renaître de me trouver ici dans cette alma mater, berceau et foyer d'importantes propositions révolutionnaires comme celles de Mai

68, qui a marqué un changement d'époque en France et dans toute l'Europe et continue d'influencer des générations entières.

*Vous dites avec raison que "Depuis le Treizième siècle, le nom de Sorbonne évoque au monde entier l'un des plus hauts lieux de l'intelligence et de la culture, des sciences et des arts, d'un savoir millénaire ayant traversé les siècles et résonnant jusqu'à nous comme une promesse d'excellence. Huit siècles après sa fondation, la «vieille Dame» reste le symbole prestigieux de l'esprit de tout un peuple, d'une histoire qui a forgé la France d'aujourd'hui."*

Je voudrais vous parler de la «Crise européenne et de l'Empire du Capital : leçons à partir de l'expérience latino-américaine».

Nous, Latino-américains, sommes experts en crises, non que nous soyons plus intelligents que les autres, mais parce que nous les avons toutes subies, et que nous nous y sommes pris terriblement mal pour les affronter, et ce, parce qu'on agissait toujours en fonction du capital; et nous observons avec préoccupation que c'est aussi ce qui se passe en Europe aujourd'hui.

## **CRISE DE LA DETTE LATINO-AMÉRICAINNE.**

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Ce que vit l'Europe en ce moment, c'est du déjà-vu. L'Amérique latine a déjà souffert une longue «crise de la dette», et je crains que l'Europe ne soit en train de commettre les mêmes erreurs que nous avons nous-mêmes commises.

Dans les années soixante-dix, et en particulier à partir de 1976, les pays latino-américains sont entrés dans une situation d'«endettement extérieur intensif» («agressif» en espagnol). L'«histoire officielle» nous dit que tout cet endettement est seulement la conséquence des gouvernements irresponsables et qu'il est devenu insoutenable du fait des déséquilibres qui s'étaient accumulés en raison du modèle de développement suivi par l'Amérique latine après la guerre, connu comme l'Industrialisation par Substitution d'Importations, fruit, pour sa part, de l'École structuraliste latino-américaine.

Cet «endettement intensif» a été sacré, promu et même imposé par les organismes financiers internationaux de toujours, au prétexte que, au moyen du financement de projets à haute rentabilité, lesquels abondaient dans les pays sous-développés à l'époque, on parviendrait finalement au développement, tandis que le rendement de ces

investissements permettrait de payer facilement les dettes contractées.

Cet "endettement intensif" a duré jusqu'au vendredi 13 août 1982 quand le Mexique s'est déclaré dans l'incapacité de continuer à payer le service de sa dette extérieure. Comme conséquence de l'insolvabilité mexicaine, toute l'Amérique latine a souffert de la suspension des prêts internationaux, en même temps que de l'augmentation brutale des taux d'intérêts de la dette, produit du plus grand risque lié aux prêts accordés dans la région, mais aussi résultat de la forte augmentation des taux, décidée dès 1981 par la "*Federal Reserve*" des États-Unis pour contrecarrer les pressions inflationnistes résultant des politiques du Président Ronald Reagan. C'est ainsi que des emprunts qui avaient été contractés à 4 ou 6% mais avec des taux fluctuants, ont atteint des taux d'intérêts allant jusqu'à 20%.

Mark Twain a bien raison de dire qu'un banquier est un type qui te prête un parapluie quand il fait grand soleil, et te le reprend quand il commence à pleuvoir...

C'est ainsi qu'a commencé cette fameuse "crise de la dette". Durant la décennie des années 80, l'Amérique

latine a opéré un transfert net de ressources de 195 milliards de dollars à ses créanciers (près de 504 milliards de dollars en valeur actuelle), et, cependant, la dette extérieure de la région est passée de 223 milliards de dollars en 1980 à 443 milliards de dollars en 1990, non pas à cause de nouveaux crédits, mais seulement à cause du refinancement et de la capitalisation des arriérés en intérêts.

L'Amérique latine a vu se terminer la décennie des années quatre-vingts avec les mêmes niveaux de revenus par habitant qu'au milieu des années soixante-dix. C'est pour cela qu'on l'appelle la décennie perdue pour le développement, bien qu'en réalité, en raison de la portée de la crise, c'est toute une génération qui a été perdue.

Malgré les responsabilités partagées, les pays centraux, les bureaucraties internationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine du Développement, et, bien entendu, les banques internationales, ont réduit le tout à un problème d' "overborrowing", - c'est-à-dire un surendettement des gouvernements - sans jamais vouloir assumer leur propre responsabilité dans sa contrepartie, l' "overlending" (crédits accordés de façon irresponsable).

Les sévères crises fiscales et de dette extérieure générées par le transfert net de ressources à l'extérieur, ont été à l'origine de toute une série de lettres d'intention imposées par le FMI. Ces accords contraignants, permettaient d'obtenir des prêts de la part de l'organisme, mais aussi son "approbation" pour pouvoir renégocier les dettes bilatérales avec les pays créanciers réunis dans le "Club de Paris".

Les dizaines de paquets d'ajustements structurels et de programmes de stabilisation imposaient les recettes de toujours: austérité fiscale, augmentation des prix des services publics, privatisations, etc., autant de mesures via lesquelles on ne cherchait pas à sortir plus vite de la crise ni à récupérer la croissance et l'emploi, mais bien à garantir le paiement de la dette aux banques privées. Les soi-disant programmes de "sauvetage" du FMI liquéfiaient les dettes commerciales, c'est-à-dire que d'un côté le FMI injectait des milliards de dollars, et de l'autre il imposait de tels programmes d'ajustement structurels qu'il ne laissait aucun de ces milliards au pays. De fait, il ne s'agissait que de libérer des ressources pour le service de la dette contractée auprès de la banque privée. En fin de comptes, le pays était toujours endetté, non plus auprès des banques privées, mais auprès des

organismes financiers internationaux, protégeant ainsi le capital financier privé.

## **LE CONSENSUS DE WASHINGTON**

Au début des années 80, un nouveau paradigme de développement a commencé à s'imposer en Amérique latine et dans le monde : le néolibéralisme. Ce nouveau "consensus" sur la stratégie de développement, a été surnommé "Consensus de Washington", ses principaux concepteurs et promoteurs étant les organismes financiers multilatéraux dont le siège était à Washington, comme le Département du Trésor des États-Unis d'Amérique. Selon la logique de ce nouveau paradigme, les causes de la crise d'Amérique latine étaient l'intervention excessive de l'État dans l'économie, l'absence d'un système adéquat de prix libres et l'éloignement des marchés internationaux, étant entendu que c'était là le fruit des exigences imposées par le modèle latino-américain d'industrialisation par substitution des importations.

Conséquence de la campagne multimillionnaire de marketing idéologique qui avait été lancée, déguisée en «recherches scientifiques», ainsi que des pressions directes exercées par le FMI et la Banque Mondiale, l'Amérique latine est passée d'un extrême

à l'autre: de la méfiance envers le marché et la confiance excessive en l'État, au libre-échange, à la dérégulation du marché et à la minimisation du rôle de l'État dans l'économie.

L'Amérique latine a été la région où les réformes structurelles du Consensus de Washington - auquel, pour notre honte, nous, Latino-américains, n'avons même pas participé -, ont été exécutées le plus rapidement et le plus profondément.

La crise n'a pas été seulement économique; elle a aussi été une crise des leaders et des idées. Nous en sommes arrivés à avoir peur même de penser, et nous avons accepté de façon passive et absurde les impositions étrangères.

## **LA CRISE DE 1999**

Le fondamentalisme néolibéral a entraîné des crises nouvelles et sévères (comme je vous le disais, nous sommes des experts en crise, parce que nous les avons toutes subies).

L'une des principales réformes structurelles mise en place été la libéralisation financière, qui a conduit à réduire notablement les contrôles sur le secteur bancaire, au prétexte que le marché financier allait s'autoréguler au moyen de la concurrence. Cette

libéralisation a eu lieu en Équateur en 1994, et elle a eu pour résultat un très mauvais portefeuille bancaire, des prêts liés aux banquiers, une chute des réserves, et de nombreuses autres irrégularités. Tout cela, conjugué aux chocs extérieurs, comme la réduction des exportations de crevettes due aux épidémies, a provoqué en 1999 l'effondrement du système financier et la faillite de 16 banques.

En 1998, en plein essor néolibéral, une nouvelle Constitution a été rédigée et a établi l'autonomie de la Banque Centrale d'Équateur : celle-ci est alors devenue l'une des plus indépendantes de la région, avec pour seul objectif de garantir la stabilité monétaire.

On a aussi élevé au rang de norme constitutionnelle le mandat légal qui existait depuis 1992 lequel interdisait à la Banque Centrale d'octroyer des garanties et des crédits à des institutions financières privées (article 265 de la Constitution de 1998) mais face à l'imminence de la crise, et grâce à la complicité entre le pouvoir financier et le pouvoir politique, on a introduit une disposition transitoire selon laquelle, je cite : *"jusqu'à ce que l'État dispose des instruments légaux adéquats pour affronter les crises financières et pour une période de deux ans au plus à partir de l'entrée en vigueur de cette*

*Constitution, la Banque Centrale de l'Équateur pourra accorder des prêts de stabilité et de solvabilité aux institutions financières...*" (transitoire 42 de la Constitution). On préparait le terrain pour le sauvetage de la banque qui commencerait à peine quatre mois plus tard.

On a aussi adopté, à la fin de l'année 1998, la Loi de Garantie des Dépôts, qui a obligé l'État à garantir Cent pourcents des dépôts sans limite de montant, y compris des dépôts *offshore*. Le lendemain de la promulgation de la loi, on remettait à l'État la plus grande banque du système: Filanbanco, en faillite.

Dans une ultime tentative pour sauver les banques en mars 1999, on a interdit le retrait des dépôts bancaires, moyen par lequel les patriarches du néolibéralisme ont réalisé probablement la plus grande confiscation de biens privés de toute l'histoire du pays. Et ce "gel" a lieu au moment où le taux de change de la monnaie nationale, qui était le «Sucre» à l'époque, était de 10.000 sucres pour un dollar. Les dépôts ont pu être retirés finalement un an plus tard, en dollars, mais à un taux de change de 25.000 sucres par dollar; cela veut dire que les déposants ont été forcés de transférer aux banques 60% de leurs économies, ce qui a représenté environ deux milliards et demi de dollars.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le coût social de ce gel bancaire; il me suffit de dire qu'il a provoqué le suicide de nombreuses personnes qui n'avaient plus rien, même plus pour payer le médecin.

La monnaie nationale s'est gravement dépréciée parce que, paradoxalement, la toute nouvelle et autonome Banque Centrale, appelée constitutionnellement à stabiliser la monnaie, -mais qui n'était rien de plus qu'une succursale des banquiers-, a triplé la masse monétaire pour ce sauvetage bancaire. Cela a détruit la monnaie nationale, et face à l'accélération de l'inflation au début de l'année 2000, le dollar nord-américain a été adopté comme seule monnaie.

Observez les problèmes de l'Europe aujourd'hui sans monnaies nationales, mais avec au moins une monnaie commune. Imaginez la vulnérabilité de l'Équateur qui a une monnaie étrangère.

Du fait de la crise, près de deux millions d'Équatoriens ont quitté le pays en quelques années par tous les moyens. Nous avons connu de terribles tragédies, des naufrages similaires à ceux qui, malheureusement, se produisent aujourd'hui avec les émigrés du nord de l'Afrique. Dans certaines zones à forte émigration, jusqu'à 60% des enfants ont été

élevés sans leurs parents et nous avons même connu des suicides d'enfants, phénomène inédit dans notre pays. L'émigration a réellement été l'une des pires tragédies de notre histoire nationale.

En plus des coûts économiques, la perte de confiance et la destruction de la cohésion sociale ont été incalculables. Quand je suis arrivé au Gouvernement en janvier 2007, j'ai trouvé un pays totalement démoralisé. Ces dernières années, au-delà des réussites politiques, sociales et économiques, le plus important c'est que nous soyons parvenus à vaincre le désespoir.

## **CRISE DE LA DETTE EUROPÉENNE**

Chers amis, chers étudiants:

Bien des choses que je vous ai brièvement relatées doivent vous être très familières. L'Union européenne subit aujourd'hui une crise de la dette produite et aggravée par le fondamentalisme néolibéral. Nous respectons la souveraineté et l'indépendance de chaque région du monde, mais nous sommes surpris de constater que l'Europe, pourtant si éclairée, répète exactement les mêmes erreurs qu'a commises en son temps l'Amérique latine.

Les banques européennes ont prêté à la Grèce sans « se rendre compte » que le déficit budgétaire grec était près de trois fois supérieur à celui que l'État déclarait. Se pose à nouveau le problème d'un "overborrowing" sans sa contrepartie : le problème de l' "overlending". C'est comme si le capital, et plus précisément le capital financier, n'avait jamais la moindre part de responsabilité.

De 2010 à 2012, la zone Euro et les 27 pays de l'Union européenne (à l'époque) ont vu leur économie décroître. Pendant cette période, le chômage a atteint des chiffres alarmants. Près de 4 millions de personnes ont perdu leur emploi et plus de 6 millions de jeunes ne trouvent pas de travail dans leur propre pays.

Entre 2009 et 2012, le Portugal, l'Italie, la Grèce, l'Irlande et l'Espagne ont réduit leurs dépenses budgétaires de 6,4% en moyenne. Cela a gravement nuit aux services de santé et d'éducation. On nous dit que cela est dû à une grave pénurie de ressources, mais il suffit de comparer les 570 Milliards d'euros utilisés pour sauver le secteur financier pour que cet argument perde toute crédibilité. Au Portugal, en Grèce et en Irlande, les montants de ce « sauvetage bancaire » sont

supérieurs au total des salaires annuels perçus par les travailleurs.

Tandis que la crise frappe durement des millions de citoyens, on continue d'imposer les méthodes orthodoxes qui ont échoué partout dans le monde et qui sont l'exact inverse de ce qui est souhaitable techniquement et socialement.

Prenons l'exemple de Chypre. Comme toujours, le problème commence avec un secteur financier dérégulé. En Deux Mille Douze, la mauvaise gestion financière devient insoutenable. Les banques chypriotes, particulièrement la Banque de Chypre et la Banque Laiki, avaient octroyé à la Grèce des prêts privés pour un montant supérieur à tout le Produit Intérieur Brut chypriote. En Avril 2013, la «Troïka», trio composé du FMI, de la Banque Centrale européenne (BCE) et de la Commission Européenne (CE), propose un «sauvetage» de 10 milliards d'euros conditionné à un programme d'ajustement qui inclue la réduction du secteur public, la suppression du système de retraite par répartition pour les nouveaux fonctionnaires, la privatisation des entreprises publiques stratégiques, des mesures d'ajustement budgétaires jusqu'à 2018, la limitation des dépenses sociales, la création d'un « fonds de sauvetage financier » dont l'objectif était de soutenir

les banques et de résoudre leurs problèmes, en plus du gel des dépôts supérieurs à 100.000 euros et d'une taxe sur les retraits et les transferts de fonds supérieurs à cette somme.

Personne ne doute que des réformes sont nécessaires, personne ne doute qu'il faut corriger de graves erreurs y compris d'origine, car dans l'Union européenne on a inclus des pays avec des différentiels de productivité très importants que les salaires nationaux ne reflétaient pas, ce qui était intenable. Mais que personne n'ait le moindre doute sur le fait que, pour l'essentiel, les politiques menées ne cherchent pas à sortir de la crise à un coût minimum pour les citoyens européens, mais qu'on cherche fondamentalement à garantir le paiement de la dette aux banques privées de certains pays.

Nous avons parlé des pays endettés. Parlons maintenant directement des citoyens endettés. Prenons le cas de l'Espagne. Le manque de régulation et l'excès de liquidités des banques espagnoles ont généré une immense quantité de crédits hypothécaires, lesquels ont produit une grande spéculation immobilière. Les banques elles-mêmes cherchaient les clients, estimaient le prix de leur logement et leur prêtaient encore pour l'achat de la voiture, des meubles, de l'électroménager etc.

Les crédits étaient basés sur des contrats d'adhésion, c'est-à-dire des contrats selon lesquels la volonté de la banque prime absolument sur tout. Les citoyens signaient simplement ces contrats comportant des clauses invraisemblables qui stipulent, par exemple, que les banques peuvent modifier, littéralement, tous les termes du contrat sans être obligées d'en aviser leur client. Autrement dit, ce n'était pas un contrat, c'était un acte de soumission pur et simple.

Quand éclate la bulle immobilière et arrive donc la crise, l'emprunteur de bonne foi se retrouve dans l'incapacité de payer son emprunt parce qu'il n'a plus d'emploi. On lui prend son logement, mais celui-ci vaut beaucoup moins que quand il l'a acheté. Et sa famille se retrouve à la rue et, en plus, endettée à vie. Ce sont les fameux «desahucios» à cause desquels en 2012 on a recensé chaque jour plus de 200 expulsions de logements et qui sont la raison d'un grand nombre de suicides en Espagne...

Ce qui précède est d'abord immoral, car le risque doit être assumé surtout par le capital, mais, de façon analogue à ce qui se passe pour les pays, le capital n'a aucune responsabilité et tout le risque retombe sur les familles. Ce qui devrait s'appliquer c'est la dation en paiement, très commune dans le

droit anglo-saxon, c'est-à-dire que la garantie, dans ce cas précis le logement, efface la dette.

En second lieu, en plus de constituer des abus purs et simples du capital, il s'agit là d'une aberration économique. Le but de l'économie c'est de satisfaire les nécessités humaines, et, dans le cas espagnol, on va en arriver au pire des mondes: des familles qui ont besoin de logements où habiter, sans logement, et des banques qui n'ont pas besoin de logements...pleines de logements !

Nous ne sommes pas face à un manque de ressources réelles mais devant un problème de coordination économique et sociale, c'est-à-dire un problème qui peut être résolu par la politique économique et par l'intervention adéquate de l'État.

Peut-être dans le cas européen les « stratégies d'endettement intensif » n'ont-elles pas été imposées, mais la soi-disant science économique fonctionnelle des groupes de pouvoir, elle, si. Pour paraphraser Joseph Stiglitz, Prix Nobel de l'Économie 2001, la science économique est une des principales responsables de la crise que nous vivons.

## **RÉFLEXIONS D'ÉCONOMIE POLITIQUE**

Chers amis, chers étudiants:

Pourquoi pensez-vous qu'on n'applique pas ce qui est évident? Pourquoi répète-t-on toujours le pire?

Parce que le problème n'est pas technique mais politique. Le problème c'est le rapport de forces, c'est qui commande dans une société : les êtres humains ou le capital. Le problème c'est que nous n'avons pas des sociétés AVEC marché mais des sociétés DE marché, dans lesquelles la vie, les personnes et la société elle-même se convertissent en de simples marchandises.

Le tort le plus grand qu'on ait fait à l'Économie c'est de l'avoir soustraite à sa nature originelle d'Économie Politique. On nous a fait croire que tout était technique, on a déguisé l'idéologie en "science", et, en nous faisant faire abstraction des rapports de forces au sein d'une société, on nous a tous mis au service des pouvoirs dominants, basiquement de ce que j'appelle l' "empire du capital".

Pour mieux comprendre le pourquoi de la crise et de ses terribles gestions, il faut passer de l'insupportable technicisme et du simplisme de l'analyse économique actuelle à une lecture depuis l'Économie Politique : analyser les rapports de forces dans une société, et leur expression dans les

rapports de production, pour utiliser un terme propre aux économistes classiques.

L'économie politique de la "stratégie de l'endettement intensif" qui a produit la crise de la dette latino-américaine ne cherchait pas à aider nos pays à se développer. Elle ne faisait qu'obéir à l'urgence de placer les excès de liquidités qui existaient dans les marchés financiers du Premier Monde, générés par ce qu'on a appelé les "pétrodollars", c'est-à-dire les énormes quantités d'argent que les pays arabes producteurs de pétrole avaient dans les banques des pays développés. Ces pétrodollars provenaient, pour leur part, des haut prix du pétrole, prix devenus très élevés à partir de 1974 suite à l'embargo imposé par les pays arabes aux pays qui soutenaient Israël au moment de la guerre du Kippour (en octobre 1973). Ces prix élevés ont été maintenus du fait de la consolidation de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (l'OPEP). C'est là la principale raison pour laquelle « les dépôts dans les banques internationales augmentèrent de 82 milliards de dollars début 1975 à 440 milliards en 1975 » (Ceci équivaldrait à 1.226 milliards en dollars actuels).

Face à la nécessité de placer des quantités d'argent si importantes, le dit «Tiers Monde» a été considéré

pour la première fois comme sujet de crédit. C'est pour cela que dans la deuxième moitié des années soixante-dix, on a commencé à observer en Amérique latine de longues files de banquiers internationaux qui cherchaient à placer toutes sortes de crédits, y compris pour financer les dépenses courantes et l'acquisition d'armes pour les dictatures militaires qui, à cette époque, gouvernaient de nombreux pays dans la région. Ces banquiers zélés qui ne venaient jamais dans la région, même pas en tant que touristes, ont commencé à apporter aussi très souvent de grosses valises de pots-de-vin pour acheter des fonctionnaires corrompus et leur faire accepter des prêts pour n'importe quelle ineptie, tandis que les organismes financiers internationaux et les agences de développement continuaient de vendre l'idée néfaste que, ce qu'il convenait de faire, c'était de s'endetter.

L'économie politique qui sous-tend l'indépendance des banques centrales sert à garantir la continuité du système indépendamment de qui gagne les élections.

Cette indiscutable «vérité», relativement neuve dans la science économique, est arrivée au début des années Quatre-Vingt-Dix, justifiée par de soi-disant études empiriques démontrant que l'indépendance

des banques centrales généraient une meilleure performance macroéconomique.

Comme dirait Ronald Coase, premier Prix Nobel d'Économie de l'École Institutionnaliste (en 1991), les régressions qui ont eu lieu dans ces études empiriques n'étaient rien d'autre qu'une torture faite aux données jusqu'à ce qu'elles passent aux aveux.

Le fondement «théorique» de cette soi-disant «découverte empirique» était que les banques centrales indépendantes pouvaient agir de façon «technique» loin des influences politiques pernicieuses.

Avec un argument aussi absurde, on devrait aussi rendre autonome le Ministère des Finances, compte tenu que la politique fiscale devrait être purement «technique». Comme vous le voyez, cette farce ne résiste à aucune analyse.

La politique économique c'est précisément cela : de la politique. Son but est de sortir d'une crise de la façon la plus rapide possible et au moindre coût, mais aussi de décider qui doit assumer ces coûts. Le faiseur de politique économique décide qui gagne et qui perd, en fonction des rapports de force qu'il représente de façon consciente ou inconsciente, et c'est seulement une fois le jugement de valeurs

correspondant réalisé, qu'entre en jeu la partie technique.

L'autonomie des banques centrales est une simple convention qui a atteint de telles extrémités qu'il arrive fréquemment que le problème de l'endettement d'un pays soit le fait de dettes comptables contractées auprès de leurs propres banques centrales. Il suffirait d'un coup de chiffon pour mettre en place un nouveau contrat social et sortir de la crise.

Ces mythes sont similaires à celui de l'étalon or. Rappelez-vous, quand le président nord-américain Richard Nixon en finit, le 15 Août 1971, avec le régime de libre convertibilité du dollar en or, beaucoup ont prédit la fin de la civilisation occidentale, et pourtant il ne s'est rien passé si ce n'est une politique monétaire et financière plus efficace.

Ce ne sont pas des idées en l'air. Nous les avons mises en place en Équateur. La Banque Centrale est sortie plus prospère que jamais de la crise de 1999 bien qu'elle ait été une des principales responsables du désastre. Grâce au pouvoir monopolistique d'imprimer de la monnaie nationale, que la société lui avait octroyée, celle-ci a acheté des bons que le

Gouvernement avait dû émettre pour soutenir la garantie des dépôts, ce qui a généré une dette multimillionnaire absolument illégitime que nous avons éliminée par une simple transaction comptable quand nous sommes arrivés au gouvernement.

En plus d'être devenues autonomes, les banques centrales se sont dédiés exclusivement à maintenir la stabilité monétaire, c'est-à-dire au contrôle de l'inflation, en dépit du fait que des Banques Centrales dépendantes des Gouvernements et engagées dans des politiques de croissance et d'emploi ont joué un rôle fondamental dans le développement de pays comme le Japon ou la Corée du Sud. Jusque dans les années 70 du siècle passé, l'objectif fondamental de la *Federal Reserve* (FED) était de veiller sur la création d'emploi et la croissance économique. C'est seulement avec les pressions inflationnistes du début des années 70, liées à la Guerre du Vietnam, et une fois dépassés les traumatismes de la Grande Dépression, que l'objectif de promouvoir la stabilité des prix est intégré.

Pourquoi donc ce contrôle de l'inflation comme objectif prioritaire, voire exclusif, de la politique économique ?

Si contenir une inflation trop haute est nécessaire à la croissance, une inflation faible et anticipée n'a ni théoriquement ni empiriquement des effets importants sur la croissance ou sur la distribution dans le secteur réel de l'économie, encore moins s'il existe des compensations comme des ajustements salariaux adéquats pour éviter la perte de salaire réel. Donc, à quoi ou à qui, à quels intérêts répondent ce genre de politiques ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord indiquer qu'il n'existe qu'un seul impact résultant de l'inflation qu'il est pratiquement impossible d'éviter : la perte de valeur des actifs liquides. Il faut savoir que cet impact ne constitue pas une perte sociale nette mais une redistribution sociale, un transfert de richesses des tenants d'actifs liquides vers l'autorité qui émet la monnaie, laquelle doit pour la même somme répondre moins en termes réels pour la même quantité d'argent. Cet «impôt – inflation», c'est ainsi qu'on l'appelle, est à la base de l'obsession pour le contrôle de l'inflation dont le but est de protéger le secteur de l'économie qui détient de grandes quantités d'actifs liquides: le secteur financier.

La priorité exclusive donnée par la politique économique à la stabilisation des prix signifie aussi en pratique, l'abandon des politiques budgétaires

destinées à maintenir le plein emploi des ressources dans l'économie. Ainsi, la politique budgétaire est devenue pro-cyclique, ce qui signifie qu'au lieu de les atténuer, elle aggrave les épisodes de récession et de chômage, du fait de la poursuite d'excédents budgétaires indépendamment de la situation de l'économie réelle. On cherche ainsi à contrôler la demande agrégée pour réduire l'inflation mais aussi, et probablement surtout, on parvient à libérer des ressources pour le service de la dette publique.

Tout est en fonction du pouvoir. Fondamentalement, c'est le secteur financier de l'économie, grand détenteur des actifs liquides, qui tend à se décapitaliser avec l'inflation, ce qui prouve à nouveau que la politique économique appliquée en Amérique Latine durant des décennies, et aujourd'hui malheureusement en Europe, a eu pour condition primordiale de protéger le capital financier, indépendamment des coûts que cela pourrait provoquer sur les autres agents et sur l'économie dans son ensemble.

Les instruments de politique économique agissent comme des mécanismes de coordination sociale et il n'existe pas de meilleur outil que la monnaie. S'il y a un chômeur et un poste de travail, il suffit d'accorder un crédit, de donner de l'argent à l'employeur pour

qu'il puisse engager le travailleur et ainsi réactiver l'économie. C'est une théorie assez connue, appelée keynésienne en l'honneur du grand économiste anglais John Maynard Keynes, qui l'a développée de façon détaillée, il y a près de quatre vingt ans. Avec des banques centrales autonomes exclusivement dédiées à la stabilité monétaire, tout cela a été écarté et la société a perdu un des principaux mécanismes de résolution des crises et de la coordination sociale en général. Les banques centrales autonomes dont l'unique but est la stabilité monétaire font partie du problème, pas de la solution. C'est un des facteurs qui ont interdit à l'Europe de sortir plus rapidement de la crise.

Ces politiques sont dites «hoovériennes», en référence au président nord-américain Herbert Hoover qui, au début de la Grande Dépression nord-américaine de la décennie des années Trente, a accentué la crise avec ce type de mesures. Comme je vous le disais, il n'y a rien de neuf sous le soleil.

## **CONCLUSION**

Chers jeunes, citoyens de l'Europe:

Les capacités européennes sont intactes. Vous avez tout: le talent humain, les ressources productives, la technologie.

Ce n'est pas une crise réelle, c'est une crise financière, c'est un problème de coordination qui se résout avec la politique économique, la théorie Keynésienne de la demande, du sous-emploi, du court terme, comme vous voudrez l'appeler.

Mais les relations de pouvoir à l'intérieur de nos pays et au niveau international sont toutes favorables au capital, et essentiellement au capital financier.

Avec la complicité de la soi-disant science économique et des bureaucraties financières internationales, beaucoup de citoyens sont convaincus qu' «il n'y a pas d'autre alternative». Il y a des alternatives.

La solution de la crise passe par la reconquête du contrôle des capitaux et des marchés par les citoyens et les sociétés. Elle suppose la suprématie de l'être humain sur le capital, de la société sur le marché.

Le défi, c'est de se libérer de l'empire du capital et de son principal prolongement, l'entéléchie du marché.

Merci beaucoup.

**Rafael Correa Delgado**

# **PRÉSIDENT CONSTITUTIONNEL DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR**